



YouTube a discr ttement supprimé plus de 700 vidéos documentant les violations des droits humains commises par Israël

Description

Le géant technologique a supprimé les comptes de trois éminents groupes palestiniens de défense des droits humains, cédant aux sanctions imposées par Trump.

Par Nikita Mazurov et Jonah Valdez, le 4 novembre 2025



Collage : The Intercept / Captures d'Israël : Centre palestinien pour les droits de l'homme, Centre Al Mezan pour les droits de l'homme

Un documentaire mettant en scène des mères ayant survécu au génocide perpétré par Israël à Gaza. Une enquête vidéo révélant le rôle d'Israël dans le meurtre d'un journaliste palestinien-américain. Une autre vidéo dévoilant la destruction par Israël de maisons palestiniennes en Cisjordanie occupée.

YouTube a discrètement supprimé toutes ces vidéos début octobre, en effaçant les comptes qui les avaient publiées de son site web, ainsi que les archives de leurs chaînes. Ces comptes appartenaient à trois groupes palestiniens de défense des droits humains de premier plan : Al-Haq, Al Mezan Center for Human Rights et Palestinian Centre for Human Rights.

Cette mesure fait suite à une campagne du gouvernement américain visant à étouffer la responsabilité d'Israël dans les crimes de guerre présumés commis contre les Palestiniens à Gaza et en Cisjordanie.

Les chaînes YouTube des organisations palestiniennes hébergeaient des heures d'images documentant et mettant en évidence de possibles violations du droit international par le

gouvernement israélien à Gaza et en Cisjordanie, notamment le meurtre de civils palestiniens.

« Je suis très choquée que YouTube fasse preuve d'un tel manque de courage », a déclaré Sarah Leah Whitson, directrice exécutive de Democracy for the Arab World Now. « Il est vraiment difficile d'imaginer un motif sérieux pour affirmer que le partage d'informations provenant de ces organisations palestiniennes de défense des droits humains violerait une manœuvre ou d'autres sanctions. Il est décevant et assez surprenant que YouTube cède à cette désignation arbitraire de ces organisations palestiniennes et décide d'interdire de les censurer. »

Après que la Cour pénale internationale a [mis des mandats d'arrêt](#) et inculpé le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et l'ancien ministre israélien de la Défense Yoav Gallant pour crimes de guerre à Gaza, l'administration Trump a pris la défense des actions d'Israël en sanctionnant les responsables de la CPI et en ciblant les personnes et les organisations qui coopèrent avec la Cour.

« Il est scandaleux que YouTube soutienne la volonté de l'administration Trump de supprimer de la vue du public les preuves de violations des droits humains et de crimes de guerre », a déclaré Katherine Gallagher, avocate principale au Center for Constitutional Rights. « Le Congrès n'aurait pas censé permettre au président de couper le flux d'informations vers le public américain et le monde entier. Au contraire, les informations, y compris les documents et les vidéos, sont spécifiquement exemptés en vertu de la loi que le président a invoquée pour justifier les sanctions de la CPI. »

« Un revers alarmant »

YouTube, qui appartient à Google, a confirmé à The Intercept avoir supprimé les comptes des groupes à la suite des [sanctions](#) prises par le département d'État à leur encontre après examen. L'administration Trump a imposé ces sanctions aux organisations en septembre en raison de leur collaboration avec la Cour pénale internationale dans des affaires accusant des responsables israéliens de crimes de guerre.

« Google s'engage à respecter les sanctions applicables et les lois sur la conformité commerciale », a déclaré Boot Bullwinkle, porte-parole de YouTube, dans un communiqué.

Selon la politique de Google en matière de [conformité aux sanctions](#), « les produits Google destinés aux États-Unis ne sont pas accessibles aux entités ou aux personnes soumises à des restrictions en vertu des sanctions commerciales et des lois sur la conformité des exportations applicables ».

Al Mezan, une organisation de défense des droits humains à Gaza, a déclaré à The Intercept que sa chaîne YouTube avait été brusquement supprimée le 7 octobre dernier sans notification préalable.

« La suppression de la chaîne nous empêche d'atteindre notre public cible et de remplir notre mission », a déclaré un porte-parole du groupe, « et nous empêche d'atteindre nos objectifs et limite notre capacité à atteindre le public avec lequel nous souhaitons partager notre message ».

La chaîne du groupe Al-Haq, basé en Cisjordanie, a été supprimée le 3 octobre, a déclaré un porte-parole du groupe, avec un message de YouTube indiquant que son « contenu enfreignait ses directives ».

« La suppression par YouTube de la plateforme d'une organisation de défense des droits humains, effectuée sans avertissement préalable, représente un grave défaut de principe et un recul alarmant pour les droits humains et la liberté d'expression », déclare le porte-parole d'Al-Haq dans un communiqué. « Les sanctions américaines sont utilisées pour paralyser le travail de dénonciation des violations commises en Palestine et réduire au silence les voix et les victimes palestiniennes, ce qui a un effet domino sur les plateformes qui agissent également dans le cadre de ces mesures pour réduire davantage au silence les voix palestiniennes. »

Le Centre palestinien pour les droits de l'homme, que l'ONU [détecte comme](#) la plus ancienne organisation de défense des droits humains à Gaza, déclare dans un communiqué que la décision de YouTube « protège les auteurs de violations des droits humains de toute obligation de rendre des comptes ».

« La décision de YouTube de fermer le compte du PCHR est essentiellement l'une des nombreuses conséquences auxquelles notre organisation a été confrontée depuis la décision du gouvernement américain de sanctionner nos organisations pour notre travail légitime », a déclaré Basel al-Sourani, responsable international du plaidoyer et conseiller juridique du groupe. « YouTube a déclaré que nous ne respectons pas sa politique en matière de règles communautaires, alors que tout notre travail consistait essentiellement à présenter des rapports factuels et fondés sur des preuves concernant les crimes commis contre le peuple palestinien, en particulier depuis le début du génocide en cours le 7 octobre. »

« En agissant ainsi, YouTube se rend complice du silence imposé aux victimes palestiniennes », ajoute M. al-Sourani.

Regarder au-delà des États-Unis

Selon un compte effectué par The Intercept, la suppression des comptes des trois groupes de défense des droits humains a entraîné la disparition de plus de 700 vidéos.

Les vidéos supprimées couvrent un large éventail de sujets, allant d'enquêtes, telles qu'une [analyse](#) du meurtre par Israël de la journaliste américaine [Shireen Abu Akleh](#), à des [témoignages](#) de Palestiniens torturés par les forces israéliennes, en passant par des documentaires comme « [The Beach](#) », qui raconte l'histoire d'enfants jouant sur une plage et tués par une frappe israélienne.

Certaines vidéos sont encore disponibles grâce à des copies enregistrées sur l'Internet Archive's [Wayback Machine](#) ou sur d'autres plateformes, telles que [Facebook](#) et [Vimeo](#). La suppression n'a affecté que les chaînes officielles des organisations ; les vidéos produites par les organisations à but non lucratif mais hébergées sur d'autres chaînes YouTube restent [actives](#). Cependant, il n'existe pas d'index cumulatif des vidéos supprimées par YouTube, et beaucoup semblent ne pas être disponibles ailleurs en ligne.

Les groupes craignent que les vidéos publiées ailleurs en ligne ne soient bientôt supprimées, car la plupart des plateformes qui les hébergent sont également des services basés aux États-Unis. L'ICC a elle-même commencé à [étudier la possibilité de recourir](#) des prestataires de services hors des États-Unis.

Al-Haq a déclaré qu'elle chercherait également des alternatives aux entreprises américaines pour héberger son travail.

YouTube n'est pas la seule entreprise technologique américaine à empêcher les groupes de défense des droits des Palestiniens d'utiliser ses services. Le porte-parole d'Al-Haq a déclaré que Mailchimp, le service de liste de diffusion, avait également supprimé le compte du groupe en septembre. (Mailchimp et sa société mère, Intuit, n'ont pas immédiatement répondu à une demande de commentaire).

Céder à la demande de Trump

Les gouvernements américain et israélien se protègent depuis longtemps de la CPI et de toute obligation de rendre des comptes pour leurs crimes de guerre présumés. [Aucun des deux pays](#) n'est signataire du Statut de Rome, le traité international qui a institué la Cour.

En novembre 2024, les procureurs de la CPI ont [émis des mandats d'arrêt](#) contre Netanyahu et Gallant, accusant les dirigeants d'avoir intentionnellement affamé des civils en empêchant l'aide humanitaire d'entrer à Gaza. Les administrations Biden et Trump ont toutes deux rejeté la légitimité de ces mandats.

Depuis sa réélection, Trump a adopté une posture plus agressive à l'égard des accusations contre Israël. Au début de son second mandat, Trump a renouvelé les sanctions contre la CPI et a pris de nouvelles mesures plus sévères à l'encontre des fonctionnaires de la Cour et de toute personne accusée de les aider dans leurs efforts. En septembre, dans un nouveau décret, il a spécifiquement [sanctionné les trois groupes palestiniens](#).

Les mesures prises par les États-Unis font suite à la désignation par Israël d'Al-Haq comme « [organisation terroriste](#) » en 2021 et à une [campagne de dénigrement](#) en ligne menée par des militants pro-israéliens qui tentent d'établir un lien entre le Centre palestinien pour les droits de l'homme et des groupes militants.

Les sanctions gèlent les avoirs des organisations aux États-Unis et interdisent aux personnes sanctionnées de se rendre dans le pays. Les juges fédéraux ont déjà rendu des injonctions préliminaires dans [deux affaires](#) en faveur des plaignants qui ont fait valoir que les sanctions avaient violé leurs droits garantis par le premier amendement.

« L'administration Trump s'efforce de contribuer à la censure des informations sur les atrocités commises par Israël en Palestine, et les sanctions contre ces organisations sont délibérément conçues pour rendre leur association effrayante aux yeux des Américains qui s'inquiètent des lois sur le soutien matériel », a déclaré Whitson, de DAWN, qui [a rejoint une coalition](#) d'organisations en septembre pour exiger que l'administration Trump lève ses sanctions.

Comme beaucoup d'entreprises technologiques, YouTube s'est montré disposé à se conformer aux exigences de l'administration Trump et d'Israël. YouTube s'est coordonné avec une campagne organisée par des travailleurs israéliens du secteur technologique afin de supprimer les contenus [jugés critiques à l'égard d'Israël](#) sur les réseaux sociaux. Aux États-Unis, Google, la société mère de YouTube, a secrètement [transmis des](#) informations personnelles issues de comptes Gmail à l'agence américaine de contrôle de l'immigration et des douanes (ICE) dans le but d'arrêter un étudiant militant pro-palestinien.

Même avant la campagne génocidaire d'Israël à Gaza, YouTube avait été [accusé](#) d'appliquer de manière inégale ses directives communautaires afin de censurer les voix palestiniennes tout en s'abstenant d'exercer un contrôle similaire sur les [contenus pro-israéliens](#). Selon un [rapport](#) de Wired, cette tendance s'est poursuivie pendant la guerre.

Au début de l'année, YouTube a fermé le [compte](#) officiel de l'[Addameer Prisoner Support and Human Rights Association](#). Cette décision a été prise après que l'organisation [UK Lawyers for Israel](#) (Avocats britanniques pour Israël) ait écrit à YouTube pour souligner que l'organisation avait été [sanctionnée](#) par le département d'État.

Whitson a averti que la capitulation de YouTube pourrait créer un précédent et pousser d'autres entreprises technologiques à se plier à la censure.

« Ils permettent en fait à l'administration Trump de dicter les informations qu'ils partagent avec le public mondial », a-t-elle déclaré. « Cela ne s'arrêtera pas à la Palestine. »

Traduction : JB pour l'Agence Média Palestine

Source : [The Intercept](#)

date créée

2025/11/10